

devrait prendre des initiatives visant à influencer le cours des événements qui détermineront notre destinée.

J'espère que le ministre des Finances continuera à faire des découvertes. Il a découvert l'économie internationale; je souhaite qu'il poursuive ses recherches pour voir comment il peut influencer l'économie internationale. Par dessus le marché, le ministre semble avoir subi une métamorphose intellectuelle intéressante. Dans son dernier budget il a déclaré:

Cependant, le fardeau croissant de la dette publique continue de menacer notre avenir. Il augmente plus vite que notre capacité de paiement. Aussi doit-il absolument être maîtrisé.

Et dans son budget de mai 1985, il faisait également la louange de l'entreprise privée en ces termes:

Ce budget favorise l'initiative privée... Non seulement l'État a pris des proportions gigantesques, mais il intervient de façon excessive dans presque tous les secteurs de l'économie.

En février dernier, M. Wilson continuait de s'accrocher obstinément à l'idée que la réduction du déficit était la clef de la croissance et la pierre angulaire d'une saine gestion de l'économie. En septembre toutefois, il avait modifié sa position du tout au tout pour déclarer:

Il est essentiel que la réduction du déficit se poursuive, mais cette mesure à elle seule n'assurera pas le renouveau économique.

On se demande s'il ne s'agit pas là d'une phrase de la plume de Dalton Camp, qui a—

Une voix: Auteur!

Le sénateur MacEachen: —probablement supplanté M. Hartt au poste de principal conseiller économique du gouvernement. Ainsi M. Wilson ne juge pas opportun d'accroître les impôts ou de réduire les dépenses pour continuer à réduire le déficit comme prévue—initiative qui a été définie non pas par l'opposition, mais par le gouvernement lors de maintes déclarations, comme la mesure la plus urgente et la plus nécessaire pour assurer la croissance économique.

Le sénateur Perrault: Et même prioritaire.

Le sénateur MacEachen: Maintenant on change de ton. Est-ce parce que le premier ministre a découvert que les impératifs de la politique dominant sa pensée et que la prudence en matière d'économie, si chère à son lieutenant du Sénat il y a deux ans, doit être mise au rancart? Mais nous savons tous que la réduction du déficit est reléguée au deuxième plan. Elle n'occupe certes pas le premier plan.

Une voix: Bravo!

Le sénateur Perrault: C'est le valet de chambre qui tient la barre.

Le sénateur MacEachen: Sur le tard, M. Wilson est en train de découvrir qu'il ne suffit pas de réduire le déficit, de restreindre le secteur public et de favoriser l'initiative privée, bien que ces objectifs soient souhaitables. Pour réduire les importantes disparités régionales, M. Wilson devra au contraire accroître le rôle de l'État; il devra augmenter les dépenses publiques, là où c'est nécessaire, au lieu de les réduire. Le premier ministre l'a appris. Il sait ce qu'il en coûte pour établir un pénitencier dans une circonscription éloignée du Québec.

Le sénateur Austin: Non, il ne le sait pas.

Le sénateur Bonnell: Il l'apprendra dans deux ans.

Le sénateur MacEachen: Plus d'argent. De plus en plus de gens des provinces de l'Atlantique se disent que ce qui est bon pour Manicouagan le serait également pour les provinces de l'Atlantique.

Une voix: Bravo!

Le sénateur MacEachen: Le mécanisme du marché, tout indispensable soit-il, ne nous permettra pas d'atteindre certains de nos objectifs car ce ne sont pas des objectifs commerciaux et financiers; nous avons des objectifs socio-culturels reflétant des valeurs morales profondes. Telle est la réalité de la politique financière canadienne et de la gestion financière canadienne.

M. Wilson devient plus avisé trop tard. Nous avons perdu deux ans tandis que les inégalités régionales s'aggravaient—et cela sûrement dans les provinces de l'Atlantique.

M. Wilson devient peut-être plus avisé—et probablement plus large d'esprit devant les événements qui se passent chez nous et à l'étranger—mais je vous le dis, honorables sénateurs, sa marge de manœuvre diminue de plus en plus. Nos perspectives économiques demeurent raisonnablement bonnes pour le reste de l'année et l'année prochaine, mais nous ne pouvons nous attendre à avoir le taux de croissance que nous avons connu en 1984 et 1985. La croissance ne s'améliorera pas par rapport à ces deux années. La demande internationale pourrait et va diminuer. Nous savons que notre fardeau fiscal s'est accru de façon impressionnante sous le gouvernement actuel. Le revenu disponible est censé avoir diminué de 2 p. 100 en avril et en mai par rapport à une hausse de 3 p. 100 le trimestre précédent.

● (1450)

Le gouvernement a peut-être encore une bonne marge de manœuvre pour restreindre ses dépenses en effectuant les coupures dissimulées dans le rapport du groupe d'étude Nielsen mais, comme nous le savons, les coupures faciles ont été opérées.

M. Wilson n'a pas réussi à atteindre ses propres objectifs de réduction du déficit lorsque la situation était plus propice en 1984 et en 1985 alors que le gouvernement jouissait du soutien remarquable des Canadiens. En l'espace de deux ans, cet appui lui a été retiré. Le budget n'a pas répondu aux normes que M. Wilson s'était lui-même fixées.

Le ministre des Finances ou le leader du gouvernement au Sénat pourraient peut-être nous dire ce que le gouvernement se propose de faire maintenant. M. Wilson augmentera-t-il à nouveau les impôts au risque d'abaisser la demande de biens de consommation? Perdrait-il encore du terrain dans sa lutte contre le déficit? Continuera-t-il à brouiller les cartes en parlant de réforme fiscale à l'américaine sans donner de précisions sur cette réforme afin de permettre un examen public approfondi des répercussions d'une réforme fiscale de ce genre?

Je dois dire qu'ayant étudié ce discours écrit si laborieusement et si attentivement par mon distingué collègue d'en face, je n'y trouve rien au sujet de ces questions d'importance capitale. Le sénateur Murray pourrait peut-être colliger ses